



Le magazine du monde rural burkinabé

Fédération Nationale des Organisations Paysannes
09 BP 977 Ouagadougou 09 Burkina Faso - Tél : (226) 25 38 26 29
Email : fenop@fasonet.bf - Site : www.fenop.org

N°029 de Avril – Mai - Juin 2017

SOMMAIRE

Edito : Challenge paysan..... 1

Maraîchers au bord des
barrages de Ouagadou-
gou.....2

Entretien avec la Presidente de la
Cooperative de Transformation
Manegmogo de Kaya..... 4

Fiche technique.....5

Les femmes rurales du
Burkina Faso en voyage à
Sikasso.....6-7

Le « zaï », la pratique qui a
stoppé le désert.....8-9

Brèves..... 10

CHALLENGE PAYSAN

Le 12 mai 2017 se tenait la 20e édition de la journée nationale du paysan (JNP). Une occasion de faire le bilan de cette rencontre annuelle qui, au départ, ambitionnait de créer les conditions nécessaires au décollage du monde rural à travers une discussion ouverte entre les plus hautes autorités



du pays et le monde paysan. C'était le moment du bilan et, pour une fois, les uns et les autres ont enfin reconnu que le format actuel n'était plus adapté pour apporter des réponses concrètes aux préoccupations des producteurs. Désormais, la JNP devient une biennale, ce qui permettra de mettre en œuvre les recommandations et les résolutions adoptées avec un suivi rapproché du secrétariat permanent.

Mais indiscutablement, l'une des grandes victoires de la JNP de Kaya (qui recevait pour la seconde fois cette rencontre), a été d'avoir acté le fait de transmettre l'organisation de la JNP aux associations de producteurs. C'est une responsabilisation qui est venue tardivement. Elle a pris vingt ans, mais mieux vaut tard que jamais. Cela dit, ce n'est pas un cadeau que le gouvernement fait aux paysans. Ces derniers ont réclamé également cette organisation; à eux maintenant de prouver de quoi ils sont capables. Sinon, ce cadeau pourrait être empoisonné.

La Rédaction



MARAÎCHERS AU BORD DES BARRAGES DE OUAGADOUGOU

« LES OUBLIÉS » DE L'ÉTAT

La ville de Ouagadougou compte trois grands barrages que sont Tanghin 1, 2 et Boulmiougou. Autour de ces barrages, sont installés de petits exploitants agricoles notamment des maraîchers. Ceux-ci s'adonnent à la culture des légumes (tomates, choux, gombo, carottes, oignons, ...) pour les besoins de consommation des Ouagavillois et environnants. Nous sommes allés à la rencontre de l'un d'eux, installé derrière la Sonabel Paspanga.



Mahamadi Sambaré, la cinquantaine sonnée, exploite aujourd'hui un domaine de plus d'un hectare laissé par son défunt père. Depuis plus de 20 ans, après qu'il a quitté sa première profession qu'est la couture, il a décidé de se nourrir à partir de la terre. Et à l'écouter s'exprimer en cette matinée du 9 mai 2017 aux environs de 8 heures dans son champ, c'est un homme heureux. Et pour cause, il confie qu'il n'y a pas de petit métier dans la vie et le jardinage, considéré par certains comme un métier pas valorisant,

l'épargne du vol et tous les vices de la vie. « Grâce aux revenus que me procurent mes cultures issues de mon jardin, j'arrive à nourrir ma famille (une femme et trois enfants), à les soigner et surtout à scolariser mes enfants ». A propos de la scolarité des enfants, il a confié en faire son cheval de bataille. « Je n'ai pas eu la chance d'aller à l'école, je souhaite que cela n'arrive à aucun de mes enfants », a-t-il martelé.

Peu bavard sur ce que la terre lui procure en terme de revenu, il a toutefois sur notre insistance donné une idée. Si la saison est

bonne, il révèle gagner la somme de 500 000 FCFA rien que sur la vente des choux. Une somme qui pourrait être extrapolée sur les autres variétés de culture. Les principaux acheteurs sont les commerçantes des marchés et yaar de la capitale. Il a même laissé entendre qu'il y a des saisons où la demande est plus forte que l'offre. A l'image de Mahamadi Sambaré qui dit être un jardinier heureux malgré les vicissitudes de la vie, ils sont près d'une centaine d'exploitants regroupés en association qui exploitent les berges du barrage de Tanghin. Parmi ces exploitants figurent des femmes. A notre passage, ces dernières n'étaient pas présentes. Cette activité bénéfique n'est pas sans difficulté. La première de celles-ci est liée aux aléas climatiques. Selon Mahamadi Sambaré, s'il pleut trop, cela a des conséquences sur les récoltes, car il dit que les champs sont situés dans un bas-fond. Le manque d'eau occasionne aussi des dégâts. Mais lors de notre visite, une partie de son champ était dans l'eau. La cause de cette situation est due au bitumage de la RN4 qui va de l'hôpital Yalgado à l'échangeur de l'Est. *« Le pont qui relie le canal de l'université de Ouagadougou qui se trouve actuellement en pleine réfection a bloqué le passage de l'eau »*. Conséquence, *l'eau de nos champs n'ont plus de déversoir*, soutient-il.

L'absence de titre foncier représente une autre difficulté majeure. *« Nous n'avons pas de papier qui prouvent que les champs que nous exploitons sont à nous. Or dans cette situation, l'Etat peut à tout moment nous déguerpir sans dédommagement »*, lance-t-il comme cri de cœur. L'accès aux crédits



auprès des institutions financières et des structures étatiques ainsi que la disponibilité des intrants représentent des défis non négligeables pour ces « *petits producteurs* ». Tout en saluant au passage l'apport inestimable de la FAO, cette institution onusienne en charge de l'alimentation et de l'agriculture, pour les avoir dotés de près de 20 puits, ils sont amers quant à l'appui étatique. Selon Mahamadi Sambaré, les jardiniers se sentent abandonnés par l'Etat central. Ils ont émis le vœu d'avoir plus de soutien à travers des motos-pompes, des engrais et surtout des conseils pratiques pour, disent-ils, améliorer leur rendement. Tout en se considérant comme les « *oubliés* » de la Journée Nationale du Paysan, M. Sambaré a souligné qu'ils attendent des résolutions fortes à même de les sortir de la pauvreté. En effet, « *cette grande messe* » du monde agricole s'est tenue les 11, 12 et 13 mai 2017 à Kaya, province du Sanmentenga autour de la thématique suivante : « *Journée Nationale du Paysan : 20 ans d'existence, bilan et perspectives* », sous la houlette du président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré.

Par C.S

ENTRETIEN AVEC LA PRESIDENTE DE LA COOPERATIVE DE TRANSFORMATION MANEGMOGO DE KAYA

L'organisation du monde rural est une nécessité pour l'atteinte des objectifs de développement. Parmi les acteurs qui doivent être accompagnés, nous avons les organisations féminines, dont la coopérative de transformation MANEGMOGO de Kaya. Cette coopérative a pour ambition de transformer la production locale de ses membres pour toute la région du Centre Nord. Nous en avons rencontré la première responsable.

Pouvez-vous vous présenter ?

Je suis Madame OUEDRAOGO/SAWADOGO Assèta ; présidente de la coopérative de transformation Manegmogo de Kaya. Notre coopérative est un regroupement de 10 groupements féminins et compte plus de 100 membres. Comme le nom l'indique, nous transformons les céréales, le niébé et le soumbala en divers produits. Par exemple, nous transformons le niébé en couscous, en gâteaux, en birba, en zoom koom et en biscuits. Les produits sont bien appréciés et la plupart de nos clients nous reviennent avec des notes de satisfaction car trouvant les prix accessibles et des produits déjà inclus dans leurs habitudes alimentaires.

Qui sont les membres de la coopérative de transformation Manegmogo et comment y adhère-t-on ?

Les membres sont uniquement des femmes et tout groupement féminin peut y adhérer s'il s'engage au respect des conditions prévus dans les statuts et règlement intérieur. Ainsi il est prévues des frais d'adhésion d'un montant de 5000 FCFA, une cotisation annuelle de 10 000 FCFA et exercer dans le domaine de la transformation des produits agricoles.

Les frais d'adhésions ainsi que les cotisations annuelles servent de fonds de roulement ainsi que d'apports en capital depuis notre structuration en société coopérative. Le bénéfice dégagé de chaque cycle de transformation est partagé pour une partie entre les membres de la coopérative et une partie reversée dans les caisses pour soutenir les dépenses de fonctionnement. En plus, chaque fois qu'un membre participe à une rencontre un effort est demandé au niveau de sa prise en charge pour soutenir les caisses de la coopérative.

Des ONG comme REGIS-AG et PROFIL nous ont appuyés en formation et surtout pour PROFIL à la conformation à l'acte OHADA relatif au droit des sociétés coopératives et à l'élaboration d'un plan de développement. Mais un appui



Mme Ouédraogo/SAWADOGO Assèta, présidente de la coopérative de transformation Manegmogo devant des pots de tomates

pour l'équipement de notre siège fait partie de nos besoins pressants.

Comment fonctionne la coopérative ?

Chaque groupement a l'autonomie de production ; mais en temps de commandes importantes et d'invitation à des manifestations commerciales, nous nous retrouvons pour produire ensemble et ce sont des occasions de partage d'expériences entre les groupements membres de la coopérative. Les foires au niveau national, les ateliers de formation ainsi que le marché de Kaya sont nos lieux de vente ; nous envisageons aussi faire des dépôts désormais auprès des commerçants de produits agro-alimentaires.

Avez-vous noté des avancées depuis votre réorganisation en tant que société coopérative ?

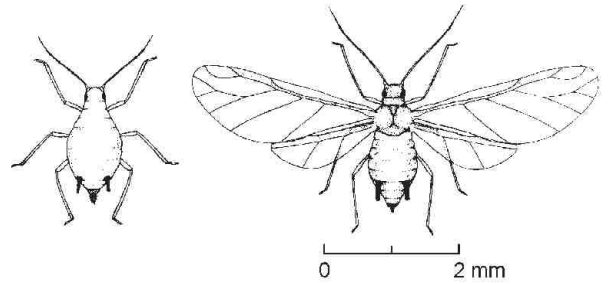
Tout d'abord nous avons désormais un plan de développement qui nous permet d'être plus efficaces dans nos activités ; cela est une base durable de nos actions. En plus nous participons à davantage de formations, ce qui a contribué à une amélioration réelle de la qualité de nos produits. De nos jours chaque femme est contente car les conditions de vie s'améliorent progressivement. Et aujourd'hui je peux sans me tromper dire que si on renforce les capacités des femmes, on les dote en matériel et en appui financier, la transformation permettra de vivre dignement car le domaine est bien rentable.

KONATE Seydou (Sociologue)

Entretien réalisé par DA NAN (Economiste agricole)

C'EST QUOI LES PUCERONS ?

Les pucerons du poivre mesurent environ 1 à 3 millimètres. A vue d'œil, ils sont de couleur **jaune**, **verte** ou **noire**. Les larves et la plupart des adultes sont aptères (sans ailes). Ils se développent en colonie sur la face inférieure des feuilles. Ce sont des insectes piqueurs suceurs. Ils attaquent les jeunes feuilles et les boutons floraux. Leurs piqûres provoquent une déformation des feuilles et des pousses terminales, ainsi qu'un arrêt de la croissance.



Ils sont surtout très dangereux car ils transportent et transmettent des virus au poivron, comme le virus de la mosaïque du concombre et le virus Y de la pomme de terre. Ces virus provoquent des maladies incurables qui peuvent causer des pertes très fortes allant jusqu'à la destruction complète de la culture.

- En grand nombre, les pucerons affaiblissent les plantes en prélevant la sève dont ils se nourrissent, et provoquent des déformations des feuilles.
- Le développement de la fumagine empêche la photosynthèse ce qui se traduit par une réduction de la croissance des plantes.
- Mais surtout les pucerons transmettent les maladies virales.

COMMENT LUTTER CONTRE LES PUCERONS ?

La première disposition est de prévenir les attaques des plants en pépinières

Pour cela, en pépinière, il faut empêcher tout contact entre les pucerons et les plants par:

- Protection de la pépinière par un voile (moustiquaire) aux mailles suffisamment fines pour retenir les pucerons adultes ailés.
- Suppression des plantes qui peuvent abriter et nourrir les pucerons à côté de la pépinière (aubergine, gombo, etc.).

Le deuxième objectif sera d'empêcher les pucerons d'atteindre le poivron après le repiquage.

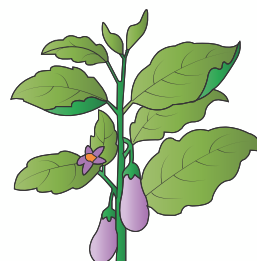
- Avant le repiquage, les pucerons peuvent se développer sur la parcelle ou sur les bords de la parcelle en se nourrissant de diverses plantes.
- Chaque producteur doit donc nettoyer sa parcelle dès la préparation pour ne pas offrir des abris aux pucerons. Sinon ceux-ci vont migrer vers les pousses tendres des poivrons dès qu'il aura commencé à pousser.
- Eviter de planter du gombo ou de l'aubergine avant le repiquage à côté ou sur le bord des parcelles de poivron. Ils vont permettre une multiplication des pucerons et servir de « base d'attaque » sur les poivrons.

A éviter



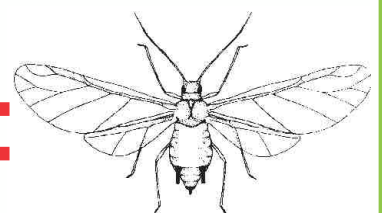
Gombo

+



Aubergine

=



Pucerons

LES FEMMES RURALES DU BURKINA FASO EN VOYAGE À SIKASSO POUR ENRICHIR LEURS EXPÉRIENCES EN PRATIQUES AGRO-ÉCOLOGIQUES

Fidèle à sa dynamique de promotion de l'agro-écologie et de l'exploitation agricole familiale, la FENOP a organisé un voyage d'étude à Sikasso au Mali du 9 au 12 avril 2017. Cette activité s'inscrit dans le cadre d'un projet de renforcement des capacités de femmes rurales et d'appui à la promotion des pratiques agro-écologiques au Burkina Faso et au Mali, financé par la Fondation New Field. Ce voyage qui a mobilisé une vingtaine de personnes, a été effectif grâce à APIB (Association pour la Promotion Des Initiatives de Base) et COFERSA (Convergence des Femmes pour la Sécurité Alimentaire), organisations partenaires de la FENOP au Mali dont les membres ont été mis à profit pour cette activité.

Renforcer les Organisations de Femmes Rurales bénéficiaires du projet financé par New Field Foundation en pratiques agro-écologiques, tel est l'objectif premier de la tenue de ce voyage d'étude. Cette activité se voulait aussi une occasion de partager des expériences en matière de pratiques agro-écologiques innovantes à travers des visites de réalisations agro-écologiques, des échanges fructueux entre les femmes rurales, mais également un cadre de renforcement de la collaboration et des actions de synergie en matière de promotion de l'agro-écologie entre les organisations partenaires de la FENOP. Elles étaient une dizaine de femmes rurales venues de l'Association MUNYU, du RESACIFROAT, de SINIGNASIGUI, de l'UGPPK (Union des Groupements de Productrices de Produits de Karité du Houet), et de BATONONTIBAN en plus de l'équipe de la FENOP à quitter Bobo Dioulasso dans la matinée du 9 avril 2017 pour rejoindre Sikasso, après 180 km de route. Ce voyage d'étude n'a pas été de tout repos pour les femmes. Elles ont pu, dès le lendemain de leur arrivée au centre Charles LWANGA de Sikasso, se rendre à Zamblara, au nord-ouest de Sikasso. Elles y ont rejoint leurs consœurs de l'association KOTOYOGONTALA, par l'entremise de M.Nampé SANOGO, directeur de l'ONG APIB à Sikasso qui a coordonné les visites terrain. Zamblara qui laissait voir à perte de vues ses plaines est considéré comme la zone la plus arrosée de Sikasso qui est elle-même la région la plus arrosée du Mali. Dans cette localité, les femmes rurales du Burkina Faso ont pu voir un groupement de femmes très organisé et très discipliné avec une répartition des différentes tâches, et une attribution des parcelles du champ école pour susciter de la



compétitivité et un sens des responsabilités des femmes ainsi qu'un système de crédit qu'elles ont nommé « Tèguèrèni »*. Ce dernier permet à toutes les femmes de l'association au-delà de celles qui exploitent les champs écoles de profiter des retombées des activités agricoles. Elles pratiquent de l'agro-écologie sur des espaces très bien aménagés et bien équipés (4 forages, 4 robinets, un château d'eau, une maison en dur, des installations solaires et une clôture en grillage) et font diverses cultures qui leur permettent de subvenir à leurs besoins. C'est un espace composé de deux champs-école d'une superficie d'un hectare chacun équipés de quatre forages et exploités par soixante et onze femmes qui y pratiquent des cultures maraîchères pendant la saison sèche et des cultures céréalières pendant la saison pluvieuse. Les femmes de l'association ont illustré leur expertise en matière de fabrication d'engrais biologique avec des démonstrations et n'ont cessé de renouveler leur engagement et le bonheur qu'elles trouvent dans la pratique de l'agro-écologie comme le témoigne les propos de la présidente de l'association KOTOYOGONTALA Salimata Diabaté « ...la

* Système de crédit qui consiste pour celle qui demande le crédit à jeter une chaussure au milieu de l'assemblée pendant les réunions. Immédiatement, le reste du groupe discute de l'octroi ou non du crédit selon le besoin.

pratique de l'agro-écologie et ses bienfaits dépassent tout commentaire parce qu'ils améliorent d'abord la santé des populations mais aussi les revenus de celles qui la pratique. L'agro-écologie permet également de restaurer les sols et d'amender les anciens sols pour les régénérer. Grace à la pratique de l'agro-écologie, nous n'utilisons plus les intrants chimiques ce qui fait que les sols se régénèrent facilement. Nous ne pouvons pas finir de citer les bienfaits de la pratique de l'agro-écologie... ».

Toujours dans la quête d'expériences pratiques cette tournée a conduit la délégation le lendemain au champ école de la COFERSA, puis à 10km de la frontière Mali-Burkina pour une visite du champ école de l'ONG APIB. Les participantes ont bravé le soleil de plomb sikassoïse pour visiter le champ de cinq hectares en plein travaux d'aménagement de APIB situé en zone forestière. Sur le site de COFERSA, les femmes ont été édifiées par un champ école très vaste, bien équipé et aménagé (champ clôturé de grillage avec une pompe à eau, une maison d'habitation, des installations solaires, etc.) de manière à préserver des espèces végétales en déperdition avec plus de 1'000 espèces différentes, avec de la culture maraîchère et céréalière ainsi qu'une zone réservée à l'aviculture en plein aménagement. A la différence des autres sites visités, la COFERSA a mis en place sur son site une banque de semences faite d'une case en terre battue coiffée d'une paillote où sont stockées les variétés cultivées qui sont redistribuées aux producteurs et productrices afin qu'ils puissent en assurer la multiplication. Pour joindre l'utile à l'agréable les participantes ont pu visiter le marché de Sikasso ainsi que les chutes de Farako, un site qui attire plus d'un visiteur.

A l'issue de ce voyage d'étude, les participantes du Burkina Faso ont affiché des notes de satisfaction avec les pratiques qu'elles ont pu observer ainsi que l'hospitalité dont elles ont pu bénéficier. *« Ce voyage a d'abord été l'occasion pour nombre d'entre nous de connaître le Mali et particulièrement la ville de Sikasso. Nous sommes très heureuses de ce voyage et nous remercions la FENOP pour son initiative. Notre présence ici nous a permis de voir que l'association des femmes de Zamblara a bénéficié d'un centre très bien équipé ou les femmes arrivent à se réunir et nous émettons le vœu d'avoir de telles infrastructures et de bénéficier également de formation dans la production*

maraîchère » martèle Mariam Ouédraogo, présidente de l'Association des Etuveuses de Riz de Bama pour exprimer son satisfecit quant à sa venue à Sikasso. De retour à Bobo Dioulasso le 12 avril, un atelier de restitution a été organisé dans la salle de formation du CRPA. Cet atelier a regroupé les participantes du voyage d'étude ainsi que quelques participants maliens rentrés à Bobo avec le convoi des participantes du Burkina ainsi qu'une petite équipe de la FENOP. Certains membres d'autres organisations paysannes présentes à Bobo Dioulasso bénéficiant des champs écoles ainsi que le consultant qui suit l'évolution des champs écoles ont également été conviés à cette rencontre. Cet atelier visait à partager et capitaliser les résultats du voyage ainsi que des expériences-pilotes de champs agro-écologiques conduits par les conseillères rurales et les femmes du Burkina et du Mali partenaires de NFF. Ce fut l'occasion pour le coordonnateur de la FENOP, M. SANOU Issouf, de présenter le projet qui a prévalu à la mise en place des champs écoles ainsi que les résultats qui en ont découlé, résultats qui dans l'ensemble étaient satisfaisants. Profitant de l'occasion, un recensement des pratiques endogènes et expériences paysannes en agriculture écologique a été effectués pour être mis à la disposition des différentes organisations. Au sortir de l'atelier, un ensemble de recommandations ont été formulées après la visite terrain à Sikasso mais aussi pour la bonne marche des champs écoles dans l'ensemble. Elles ont tourné autour de la pérennisation des champs écoles, le redoublement d'effort dans la revalorisation des semences locales paysannes par la formation des producteurs/trices, la mise en place des cases pour la conservation des semences, l'intensification de la diffusion de l'agro-écologie par la multiplication des champs écoles, l'ouverture des points de vente/boutiques bio, la dotation aux OFRs de fonds de crédits auto gérés, l'organisation de foires, le renforcement des capacités des organisations paysannes sur l'agro écologie, la mise en place d'un réseau des organisations qui travaillent sur l'agro écologie. L'appel est donc lancé, aux femmes rurales à persévérer dans leur lutte et à s'armer de courage pour une valorisation de leur savoir-faire et aux partenaires à accorder un intérêt particulier aux préoccupations des femmes qui font de l'agro-écologie une agriculture prometteuse et prospère.

Par Abdoul Salam ZONGO

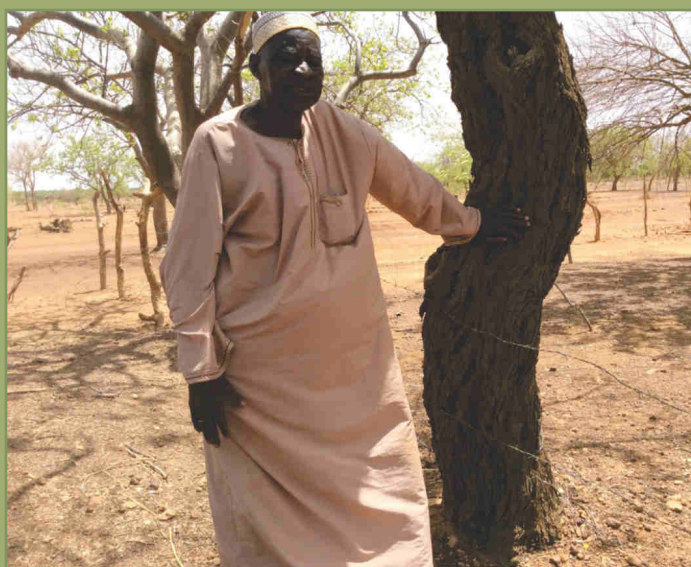
LE « ZAI », LA PRATIQUE QUI A STOPPÉ LE DÉSERT

A 184 km de Ouagadougou (capitale du Burkina Faso), au Nord, s'étend sur 25 hectares la forêt de Gourga. Même en pleine saison sèche (mai 2017 ndlr), la végétation de cette partie de la région du Nord impressionne et attise la curiosité. Une forêt dans une zone réputée aride.

Confrontée depuis quelques décennies à une baisse constante de la pluviométrie, couplée à une forte pression démographique, la région du Nord du pays subit une dégradation progressive de l'environnement et une régression des rendements agricoles. Selon les données de l'Observatoire national de l'environnement et du développement durable (ONEDD), en juin 2011, la région constituait l'une des trois zones où la dégradation des sols était la plus forte, avec un indice de 3,1 sur 5, et le rythme de dégradation des terres est élevé. Notons que, toujours selon l'ONEDD, en juin 2013, 74,1% des 273.828 km² de superficie que compte le pays sont des terres affectées par la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse.

Comment cette zone peut-elle abriter une forêt ? L'oeuvre est de Yacouba Sawadogo, 80 ans, connu comme « l'homme qui arrêta le désert ». Pour cette tâche herculéenne, il a trouvé une idée innovante: le « zai ». D'où lui est venue cette technique ? Pour M. Sawadogo, c'est en apprenant de la terre. « À la fin des années 1960, des prédicateurs ont annoncé que nous ferions face à une sécheresse sans pareille dans notre localité. Face à ce malheur annoncé, j'ai décidé de laisser tomber mon commerce de pièces déta-chées afin de me mettre à l'agriculture. Afin de comprendre comment la nature se régénère, j'ai mis deux ans à sillonner les terres de mon village, souvent à pied, souvent à cheval ».

C'est au bout de ces deux ans de « communion » avec la terre que lui est venue l'idée du « zai », une technique qui consiste à préparer le sol en saison sèche. Pour ce faire, il y creuse de petits trous, les remplit de débris organiques. Ces débris à leur tour attirent les termites, naturellement présentes dans cet environnement. En s'installant dans les petites cavités, les termites creusent des galeries, ce qui permet de retenir l'eau de pluie lors de la saison des pluies. Il ne reste plus qu'à semer les



Yacouba SAWADOGO, l'homme qui a arrêté le désert

graines.

Mais l'innovation ne s'arrête pas là. Au fil des saisons, Yacouba Sawadogo est passé maître dans la technique du zai. C'est désormais de la matière organique composée de compost ou de fumier associé à des tiges de mil concassées qu'il met dans ces petits trous. En plus des graines pour son champ, il y ajoute des graines d'arbres.

Le coup de poker devient un véritable coup de maître. La petite expérience de Yacouba se transforme peu à peu. En bordures de son champ s'érige désormais une forêt. Elle s'étend sur 25 à 27 hectares, selon des estimations GPS. Celle-ci attire de nombreux oiseaux qui rapportent à

leur tour de nouvelles graines et contribuent à la diversification faunique. C'est ainsi qu'on y retrouve des espèces végétales locales courantes. « J'ai entrepris de semer des graines d'arbres qui avaient disparu de la région. Des experts viennent de la capitale afin d'étudier ces arbres aujourd'hui », annonce avec fierté Yacouba Sawadogo.

Les animaux ne sont pas en reste. Au fil de la promenade dans cette forêt, on remarque des petits canaris déposés çà et là. Il s'agit en fait d'abreuvoirs pour oiseaux, rongeurs, reptiles et autres lièvres que la forêt abrite.

Un véritable écosystème au milieu de cet espace aride.

La forêt de Gourga menacée

Afin de pérenniser cet acquis, M.Sawadogo décide de partager sa technique autour de lui. Ainsi est créé dans son village natal, à Gourga (4km à l'Ouest de Ouahigouya), une mini-foire « marché zaï ». Une manifestation qui a connu la présence de producteurs venus des quatre coins du pays. Y sont présentées des variétés et des outils adaptés au zaï, et des échanges sont organisés sur des thématiques et des innovations en matière de production agricole, mais aussi

sylvo-pastorale. Une initiative qui a abouti à la création de « l'Association des groupements zaï pour le développement du Sahel ». Cependant, une menace plane sur cette réserve. « Aujourd'hui, je lance un cri du coeur aux autorités de ce pays. Le lotissement est en train de détruire cet écosystème », déplore M. Sawadogo. Depuis quelques années, la ville a rejoint le village de Gourga et l'urbanisation a atteint la forêt. Des parcelles à usage d'habitation ont été découpées à l'intérieur de la forêt et les travaux de construction de certaines ont débuté. Une calamité, selon l'innovateur qui espère être entendu des autorités.



La pratique du zaï

La culture par zaï permet de concentrer l'eau et le compost dans des petits trous creusés à cet effet. Ces trous sont creusés à la daba pendant la saison sèche. Entre 30 et 40 cm de diamètre pour 10-15 de profondeur, répartis en quinconce tous les 80 cm sur le périmètre souhaité. Cette technique permet de récupérer le sable et les matières organiques transportés par l'harmattan (vent chaud d'Afrique de l'Ouest) dans les trous. L'astuce consiste à déposer deux poignées de résidus de matières organiques séchées au soleil dans chaque micro-bassin juste avant ou dès les premières pluies. Ces dernières vont attirer les termites qui creusent des galeries jusqu'à la surface et permettre ainsi l'infiltration de l'eau et la formation de poches d'eau en profondeur. Le paysan recouvre le tout d'un peu de terre afin que les matières organiques ne soient pas emportées par le ruissellement dès les premières pluies importantes. En même temps, plusieurs graines sont semées dans chaque poquet.

Par L'ECONOMISTE du Faso

Les femmes, ou la solution à l'agriculture familiale africaine

Le mouvement « Nous sommes la solution! Célébrons l'agriculture familiale africaine » a organisé, en partenariat avec la FENOP, le 23 mai dernier un atelier de partage avec les femmes rurales afin de les informer sur les pratiques agro-écologiques. Selon la coordonnatrice des actions de la campagne, Madame Sibiri DAO, « l'agro-écologie c'est ce qui reste pour l'avenir de l'agriculture dans sa globalité, pour la survie de l'humanité, et les femmes sont la solution ». L'atelier du 23 mai visait à donner une plus grande visibilité aux activités des femmes rurales au Burkina Faso, à créer une adhésion massive des femmes rurales à la campagne « Nous sommes la solution! », à interpeller les autorités et l'opinion publique sur la priorisation de la souveraineté alimentaire dans les politiques de développement et à partager les expériences en matière de promotion de l'agro-écologie. « À la sortie de cet atelier, les participantes ont dû déterminer en clair leurs perspectives au niveau de leurs bases respectives, et à la prochaine rencontre nous ferons une évaluation », a déclaré Mme DAO.

La transformation des produits locaux : état des lieux et plaidoyer

La FENOP accompagne depuis plusieurs années les femmes rurales qui s'investissent dans la transformation et la commercialisation des produits agricoles, laitiers et forestiers non ligneux. C'est pour renforcer son intervention auprès de ces femmes qu'elle a bénéficié de l'accompagnement de TrustAfrica pour exécuter un projet pilote qui vise à porter le plaidoyer pour une meilleure prise en compte des préoccupations des femmes rurales intervenant dans la transformation et la commercialisation des produits agricoles locaux. Le 29 juin dernier, 42 personnes de sensibilités différentes, dont plusieurs représentants de l'administration publique, des organisations de producteurs agricoles et des ONG ont pris part à l'atelier de restitution.

Le projet comportait, entre autres, une étude consistant à analyser le niveau d'investissement public dans le

secteur rural, qui arrivait à la conclusion que même si l'Etat fait des efforts, l'impact dans le sous-secteur de la transformation et de la commercialisation est très faible, surtout à destination des femmes rurales. Cette partie a suscité un débat nourri, les représentants des services techniques de l'agriculture et du Ministère de la Promotion de la Femme ayant tenu à relativiser cette situation. L'atelier a insisté sur le caractère insuffisant des offres et leur méconnaissance par de nombreuses organisations, potentielles bénéficiaires. Des recommandations ont été faites dans le sens de l'amélioration de la communication et la visibilité des appuis et des offres de services disponibles au niveau de l'Etat. Le contexte est favorable à la promotion des produits locaux, selon les participants qui ont estimé que cette promotion passe nécessairement par la transformation au niveau local.

Cette étude est d'autant plus importante qu'elle permet de combler un vide en ce sens qu'elle présente le regard d'une organisation paysanne qui est différent de celui des partenaires techniques et financiers et l'Etat qui mènent habituellement ce type d'étude.

FENOP INFO

Trimestriel d'informations

Directeur de publication
Zachariaou DIALLO

Coordinateur général
Issouf SANOU

Appui technique
Corine DUC
Abdoul Salam ZONGO
Jacques BOUDA
Seydou KONATE
C.S

